RÉPUBLIQUE DU CONGO
UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS
****
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE PUBLIC
****

RAPPORT
SUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT

AU 31 DECEMBRE 2025

MARS 2026

SOMMAIRE

INTRODUCTION **5**
EXECUTION DU BUDGET AU 31 DECEMBRE 2025 ..... **6**
1.1 Exécution des recettes budgétaires **6**
1.1.1 Recettes fiscales 7
1.1.1.1 Impôts et taxes intérieurs 8
1.1.1.2 Droits et taxes de douanes 8
1.1.2 Dons et legs et fonds de concours 9
1.1.3 Cotisations Sociales 9
1.1.4 Autres recettes 9
1.1.4.1 Recettes pétrolières 9
1.1.4.2 Recettes de portefeuille 9
1.1.4.3 Droits et frais administratifs 10
1.1.4.4 Vente de gaz 10
1.1.4.5 Redevance forestière 10
1.2 Exécution des dépenses budgétaires **10**
1.2.1 Dépenses du budget général 11
1.2.1.1 Charges financières de la dette 11
1.2.1.2 Dépenses de personnel 11
1.2.1.3 Dépenses de biens et services 12
1.2.1.4 Dépenses de transfert 12
1.2.1.5 Dépenses d'investissement 12
1.2.1.6 Autres dépenses 12
1.2.2 Dépenses des budgets annexes 13
1.2.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor 13
1.3 Exécution des dépenses par programme et dotation **13**
1.3.1 Dépenses par programme 13
1.3.2 Dépenses par dotation 13
1.4 Exécution des dépenses sociales **13**
1.4.1 Dépenses sociales par nature 14
1.4.2 Dépenses sociales par secteur 14
EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 31 DECEMBRE 2025 ..... **16**
2.1 Solde budgétaire global **16**
2.2 Solde primaire de base **16**
2.3 Solde primaire de base hors pétrole **16**

OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT A FIN DECEMBRE..... 17
3.1 Situation du financement extérieur..... 17
3.1.1 Tirages 17
3.1.2 Amortissement de la dette extérieure 17
3.2 Situation du financement intérieur 17
3.2.1 Apport du système bancaire 17
3.2.2 Titre publics non-résidents 17
3.2.3 Remboursement de la dette intérieure 18
3.3 Solde de financement et de trésorerie 18
Annexe 1 : Exécution des recettes du budget de l'Etat au 31 décembre 2025 21
Annexe 2 : Execution des recettes des impôts et taxes au 31 décembre 2025 22
Annexe 3 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat au 31 décembre 2025 23
Annexe 4 : Execution des dépenses par programme au 31 décembre 2025 24
Annexe 5 : Execution des dépenses par dotation au 31 décembre 2025..... 28
Annexe 6 : Execution des dépenses sociales par secteur au 31 décembre 2025 29
Annexe 7 : Situation des soldes du budget de l'Etat au 31 décembre 2025..... 30

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin décembre 2025 (en milliards de FCFA) 6
Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin décembre 2025 (en milliards de FCFA) 7
Tableau 3: Exonérations fiscales au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA) 8
Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA)..... 10
Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA) 19

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA) 7
Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA) 11
Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA) 12
Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 31 décembre 2025 14
Graphique 5: Soldes budgétaires au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA) 16

INTRODUCTION

L'exécution budgétaire du quatrième trimestre 2025 s'est déroulée dans un contexte international caractérisé par un apaisement des tensions commerciales et des conditions financières globalement favorables. Néanmoins, cet équilibre reste fragile et pourrait être remis en cause. L'instauration de nouveaux droits de douane ciblant certains secteurs, notamment les industries en amont, risquerait d'engendrer des contraintes d'offre, avec des répercussions significatives sur l'activité économique et le niveau des prix.

Dans l'ensemble, les perspectives économiques mondiales restent orientées à la baisse. Bien que le dynamisme des secteurs de haute technologie continue d'atténuer le ralentissement observé dans d'autres segments, cette contribution devrait progressivement s'essouffler. La croissance mondiale passerait de 3,6 % à 3,3 % entre fin 2024 et fin 2025.

Au sein de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale, les économies ont continué de subir des contraintes budgétaires liées à leur dépendance aux revenus pétroliers, en dépit d'une légère reprise des cours du brut. Suivant les prévisions macroéconomiques et financières de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), la croissance économique ressortirait à 3,5% en 2025 contre 2,5% en 2024.

Sur le plan national, des efforts de stabilisation macroéconomique et de redressement des finances publiques ont été poursuivis. La croissance économique s'établirait, selon le comité de cadrage macroéconomique et budgétaire, à 4,3% en 2025 contre 1,3% en 2024. Ce rebond de la croissance résulterait du dynamisme du secteur pétrolier (4,9%) et de la bonne tenue du secteur hors pétrole qui afficherait une croissance de 3,3%.

Bonne performance dans la mobilisation des recettes non pétrolières

A fin décembre 2025, les recettes non pétrolières recouvrées se sont élevées à 1 031,6 milliards de FCFA, pour une prévision annuelle de 1 230,1 milliards de FCFA (83,9%), soit la même performance que les recettes pétrolières. Cette performance est soutenue par une amélioration notable observée dans la mobilisation des droits et taxes de douane ainsi que des recettes de portefeuille, avec des taux de réalisation respectifs de 107,2% et 155,0%.

Contreperformance dans certains postes de dépenses

Malgré une maitrise globale de l'exécution des dépenses publiques (100,6%), il ressort des contreperformances dans l'exécution de certains postes, notamment les biens et services qui présentent une exécution exceptionnellement élevée (270,2%) et les autres dépenses qui enregistrent un taux d'exécution de 133,0%.

Ainsi, la dynamique globale met en évidence la nécessité de renforcer les mécanismes de régulation et de pilotage, afin de consolider la soutenabilité budgétaire. Dans ce contexte, la poursuite des réformes structurelles et de la discipline budgétaire demeure essentielle pour renforcer la résilience économique du pays face aux chocs externes.

Le présent rapport, a pour objet de présenter l'exécution du budget au 31 décembre 2025. Il est structuré en trois chapitres déclinés de la manière suivante : (i) le premier est consacré aux résultats de l'exécution du budget de l'Etat ; (ii) le deuxième examine les différents soldes ; (iii) et le dernier décrit les opérations de trésorerie et de financement.

EXECUTION DU BUDGET AU 31 DECEMBRE 2025

Au 31 décembre 2025, les recettes et les dépenses du budget de l'Etat sont réalisées respectivement à 2 278,9 milliards de FCFA (89,3%) et 2 212,4 milliards de FCFA (100,6%) contre 2 330,5 milliards de FCFA (89,4%) et 2 000,0 milliards de FCFA (96,6%) l'année dernière à la même période. Il se dégage un solde budgétaire excédentaire de 66,4 milliards de FCFA contre 330,5 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période.

Par ailleurs, le budget général est exécuté en recettes à 2 190,6 milliards de FCFA pour une prévision annuelle rectifiée de 2 411,0 milliards de FCFA (90,9%), contre 2 266,9 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période. Les dépenses se sont établies à 2 124,2 milliards de FCFA pour une prévision rectifiée de 2 059,0 milliards de FCFA (103,2%), contre 1 936,3 milliards de FCFA l'année passée à la même période.

Les recettes et les dépenses des budgets annexes sont réalisées à 0,1 milliard de FCFA pour des prévisions de 8,8 milliards de FCFA avec un même taux de réalisation de 0,9%. Elles sont en diminution de 1,6 milliard de FCFA (-94,1%) par rapport au niveau atteint à fin décembre 2024.

S'agissant des comptes spéciaux du trésor, ils sont exécutés en recettes et en dépenses à 88,2 milliards de FCFA (67,4%) contre 62,0 milliards de FCFA (45,6%), l'année passée à la même période.

Tableau 1: Exécution par type de budget à fin décembre 2025 (en milliards de FCFA)

TYPES DE BUDGET	RECETTES			DEPENSES			SOLDE	
	Prévisions	Exécution	(%)	Prévisions	Exécution	(%)	Prévisions	Exécution
Budget général	2 411,0	2 190,6	90,9	2 059,0	2 124,2	103,2	352,0	66,4
Budgets annexes	8,8	0,1	0,9	8,8	0,1	0,9	0,0	0,0
Comptes spéciaux du trésor	130,9	88,2	67,4	130,9	88,2	67,4	0,0	0,0
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	**2 550,7**	**2 278,9**	**89,3**	**2 198,7**	**2 212,4**	**100,6**	**352,0**	**66,4**

Source: **DGB**

1.1 Exécution des recettes budgétaires

A fin décembre 2025, les recettes budgétaires réparties en grande masse, sont exécutées ainsi qu'il suit :

- recettes fiscales, prévues à 1 075,3 milliards de FCFA, sont réalisées à 1 026,5 milliards de FCFA, correspondant à 95,5 % des prévisions rectifiées de l'année. Ces réalisations sont en hausse de 8,4% par rapport au niveau de 2024 et à la même période, qui était de 946,6 milliards de FCFA (101,2%) ;
- recettes non fiscales, prévues à 1 475,4 milliards de FCFA, sont exécutées à 1 252,4 milliards de FCFA, soit un taux de 84,9%. Elles sont en baisse de 131,5 milliards de FCFA (9,5%) par rapport au niveau atteint en 2024 et à la même période.

La décomposition des recettes non fiscales se présente comme suit :

- dons et legs et fonds de concours, prévus à 73,0 milliards de FCFA, sont mobilisés à 62,0 milliards de FCFA, soit 84,9% de l'objectif annuel. Comparés au 31 décembre 2024, les dons sont en hausse de 22,4 milliards de FCFA (56,6%) ;
- cotisations sociales, recouvrées à 65,1 milliards de FCFA (71,8%) contre 60,8 milliards de FCFA (71,8%) à fin décembre 2024 ;
- autres recettes, prévues à 1 311,7 milliards de FCFA, sont exécutées à 1 125,3 milliards de FCFA, soit un taux de 85,8%. Comparées au niveau atteint au 31 décembre 2024, ces recettes sont en baisse de 158,2 milliards de FCFA (12,3%).

Tableau 2: Exécution des recettes par titre à fin décembre 2025 (en milliards de FCFA)

	LFR 2025	Réal.
Recettes fiscales	1 075,3	1 026,5
Dons et legs et fonds de concours	73,0	62,0
Cotisations sociales	90,7	65,1
Autres recettes	1 311,7	1 125,3
Total	**2 550,7**	**2 278,9**

Source: **DGB_DEP**

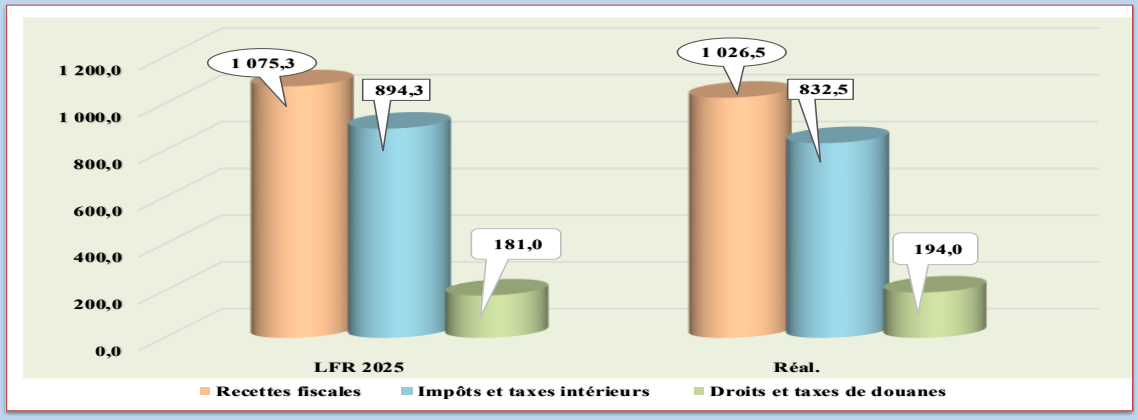
1.1.1 Recettes fiscales

Au 31 décembre 2025, les recettes fiscales sont mobilisées à 1 026,5 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,5%. La contribution de ces deux composantes se présente de la manière suivante :

- impôts et taxes intérieurs, recouvrés à 832,5 milliards de FCFA (93,1%) contre 770,9 milliards de FCFA (102,9%) une année auparavant et à la même période ;
- droits et taxes de douanes, réalisés à 194,0 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 107,2%. Ils sont en augmentation de 18,4 milliards de FCFA (10,5%) par rapport au niveau de réalisation de 2024 à la même période.

Le graphique ci-dessous présente la réalisation des recettes fiscales au 31 décembre.

Graphique 1: Réalisation des recettes fiscales au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.1.1.1 Impôts et taxes intérieurs

Les impôts et taxes intérieurs mobilisés sont en augmentation de 61,6 milliards de FCFA (8,0%) par rapport au niveau d'exécution de 2024 à la même période.

La répartition par nature des impôts et taxes intérieurs se déclinent ainsi qu'il suit :

- taxe sur la valeur ajoutée, recouvrée à 291,5 milliards de FCFA contre 231,2 milliards de FCFA en 2024 ;

- impôts sur le revenu des personnes physiques, mobilisés à 175,2 milliards de FCFA contre 136,5 milliards de FCFA à fin décembre 2024 ;

- impôts sur les sociétés, perçus à 275,2 milliards de FCFA contre 298,8 milliards de FCFA une année auparavant, à la même période ;

- droits d'accises, recouvrés à 33,2 milliards de FCFA contre 19,6 milliards de FCFA au 31 décembre de l'année passée ;

- droits d'enregistrement et de timbre mobilisés à 14,8 milliards de FCFA contre 9,9 milliards de FCFA en 2024 ;

- taxe sur les transferts des fonds, mobilisée à 14,8 milliards de FCFA contre 21,4 milliards de FCFA en 2024 ;

- taxe unique sur les salaires, mobilisée à 8,4 milliards de FCFA contre 10,9 milliards de FCFA à fin décembre 2024.

1.1.1.2 Droits et taxes de douanes

Pour une prévision de 181,0 milliards de FCFA, les recettes de droits de douane sont réalisées à 194,0 milliards de FCFA à fin décembre 2025(107,2%) contre 175,6 milliards de FCFA (94,4%) une année auparavant et à la même période.

Par ailleurs, les exonérations accordées par l'Etat sont en augmentation de 64,6 milliards de FCFA (10,2%) par rapport au niveau de réalisation de 2024 et à la même période.

Le tableau ci-après illustre l'état des exonérations au 31 décembre 2025.

Tableau 3: Exonérations fiscales au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA)

	Total au 31 Décembre		(%)
	2 025	2 024	Variation
Exonérations dues au secteur pétrolier	**409,4**	**372,8**	**9,8**
Exonérations réglementaires	**285,6**	**258,3**	**10,6**
Exonérations réglementaires douanières	*201,8*	*171,1*	**18,0**
Contribution de l'Etat à l'investissement	*83,8*	*87,3*	-3,9
Exonérations exceptionnelles	**4,0**	**3,3**	**20,6**
Total	**699,0**	**634,4**	**10,2**

Source : **DGB_DGDDI**

1.1.2 Dons et legs et fonds de concours

Pour une enveloppe prévisionnelle de 73,0 milliards de FCFA, les dons sont mobilisés à 62,0 milliards de FCFA (84,9%) contre 39,6 milliards de FCFA (71,4%) atteint l'année passée et à la même période.

1.1.3 Cotisations Sociales

Prévues à 90,7 milliards de FCFA, les cotisations sociales sont recouvrées à 65,1 milliards de FCFA (71,8%) contre 60,8 milliards de FCFA (71,8%) l'année passée et à la même période. Ces cotisations se répartissent ainsi qu'il suit :

- part patronale au profit de la CRF, recouvrée à hauteur de 40,4 milliards de FCFA ;
- part patronale au profit de la CNSS, recouvrée à 4,0 milliards de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CRF, recouvrée à 20,2 milliards de FCFA ;
- part ouvrière au profit de la CNSS, recouvrée à hauteur de 0,5 milliard de FCFA.

1.1.4 Autres recettes

Les autres recettes, prévues à 1 311,7 milliards de FCFA, sont recouvrées à 1 125,3 milliards de FCFA (85,8%) au 31 décembre 2025 contre 1 283,5 milliards de FCFA (83,9%) l'année passée, à la même période. La réalisation de ces recettes est tirée essentiellement par les recettes pétrolières à 1 031,6 milliards de FCFA (83,9%).

La réalisation des autres recettes par différentes rubriques se présente ainsi qu'il suit :

1.1.4.1 Recettes pétrolières

Pour une prévision de 1 230,1 milliards de FCFA, ces recettes sont réalisées à 1 031,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 83,9%. Toutefois, ces réalisations sont en diminution de 158,4 milliards de FCFA (13,3%) comparées au niveau de fin décembre 2024 (1 190,0 milliards de FCFA).

Les recettes pétrolières sont structurées de la manière suivante :

- produits de vente de cargaisons, mobilisés à 829,8 milliards de FCFA (68,0%) contre 1017,0 milliards de FCFA (70,1%) atteint l'année dernière, à la même période ;
- produits de commercialisation, recouvrés à 84,9 milliards de FCFA contre 84,7 milliards de FCFA au 31 décembre 2024 ;
- transferts pétroliers réalisés à 85,8 milliards de FCFA contre 82,2 milliards de FCFA au 31 décembre 2024
- bonus, encaissés à 30,7 milliards de FCFA contre 3,6 milliards de FCFA à fin décembre 2024.

1.1.4.2 Recettes de portefeuille

Elles sont recouvrées à 22,9 milliards de FCFA contre 34,8 milliards de FCFA en décembre 2024.

1.1.4.3 Droits et frais administratifs

Pour une prévision de 23,5 milliards de FCFA, les droits et frais administratifs sont recouvrés à 19,1 milliards de FCFA, soit 81,3% des prévisions de l'année. Ces recettes sont en hausse de 12,4 milliards de FCFA (185,1%) par rapport à 2024 et à la même période.

1.1.4.4 Vente de gaz

Elle est réalisée à 17,5 milliards de FCFA pour une prévision de 26,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 65,7%, contre 23,4 milliards de FCFA (80,1%) au 31 décembre 2024.

1.1.4.5 Redevance forestière

Pour un objectif annuel fixé à 13,2 milliards de FCFA, elle est mobilisée à 8,1 milliards de FCFA (61,5%), contre 5,9 milliards de FCFA (58,9%) atteint en décembre 2024.

Le tableau ci-dessous résume les réalisations des autres recettes à fin décembre 2025.

Tableau 4: Etat de mobilisation des autres recettes au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA)

	LFR 2025	Réal.	%Réal
Autres recettes	**1 311,7**	**1 125,3**	**85,8**
Recettes pétrolières	1 230,1	1 031,6	83,9
Redevance forestière	13,2	8,1	61,5
Redevance minière	0,2	0,4	148,8
Intérêts des prêts	0,0	0,0	
Dividendes	14,8	22,9	155,0
Redevance du domaine de télecommunication	0,0	14,9	
Redevance superficiaire	1,3	0,9	67,6
Redevance sur les transactions électronique	0,0	2,1	
Autres recettes non fiscales	0,0	2,4	
Amendes et condamnations pécuniaires	2,0	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	23,5	19,1	81,3
Vente de gaz	26,6	17,5	65,7

Source: **DGB_DEP**

1.2 Exécution des dépenses budgétaires

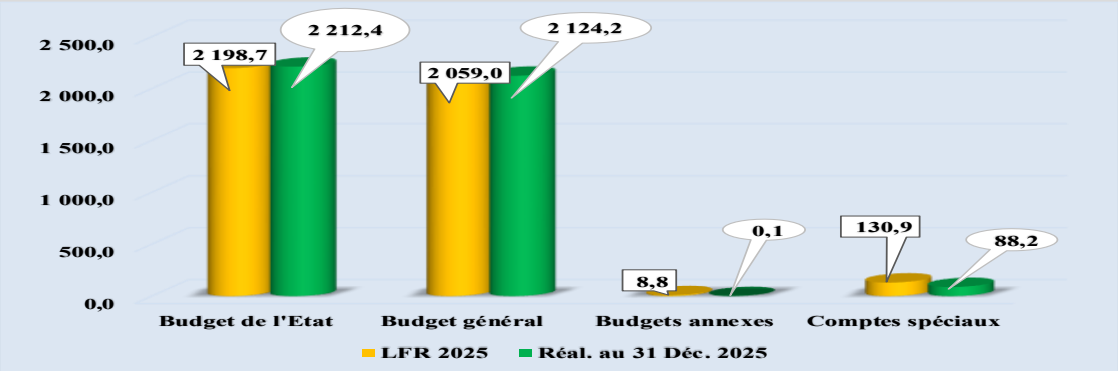
Les dépenses du budget de l'Etat ont atteint 2 212,4 milliards de FCFA à fin décembre 2025, pour des prévisions de 2 198,7 milliards de FCFA (100,6%), contre 2 000,0 milliards de FCFA (96,6%) en 2024 et à la même période. Ce niveau de réalisation est tiré principalement par les dépenses de biens et services avec un niveau d'exécution de 567,4 milliards de FCFA (270,2%).

Au titre du budget général, prévues à 2 059,0 milliards de FCFA, les dépenses sont ressorties à 2 124,2 milliards de FCFA (103,2%) contre 1 936,3 milliards de FCFA (100,5%) à fin décembre 2024, soit une augmentation de 9,7%.

Les dépenses des budgets annexes sont exécutées à 0,1 milliard de FCFA (0,9%) contre 1,7 milliard de FCFA (21,8%) en décembre 2024. Les comptes spéciaux sont réalisés à 88,2 milliards de FCFA (67,4%) contre 62,0 milliards de FCFA (45,6%) en 2024 et à la même période.

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses de l'Etat à fin décembre 2025.

Graphique 2: Exécution des dépenses de l'Etat au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.2.1 Dépenses du budget général

Prévues à 2 059,0 milliards de FCFA, les dépenses du budget général sont exécutées à 2 124,2 milliards de FCFA, soit 103,2% des prévisions. Ces dépenses sont en hausse de 187,9 milliards de FCFA (9,7%) comparées au niveau des dépenses réalisées à la même période une année auparavant, qui était de 1 936,3 milliards de FCFA (100,5%).

Par grandes rubriques économiques, l'exécution des dépenses du budget général se présentent de la manière suivante :

1.2.1.1 Charges financières de la dette

Prévues à 331,0 milliards de FCFA, les charges financières de la dette sont exécutées à 309,6 milliards de FCFA à fin décembre 2025, soit 93,5% des prévisions de l'année. Le niveau d'exécution de ces dépenses est en baisse de 109,3 milliards de FCFA (26,1%) comparé à celui atteint une année auparavant à la même période, soit 418,9 milliards de FCFA (186,2%).

Ces charges sont payées à 231,4 milliards de FCFA contre 287,9 milliards de FCFA en décembre 2024 pour la dette intérieure et à 78,2 milliards de FCFA contre 131,0 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

1.2.1.2 Dépenses de personnel

Au 31 décembre 2025, les dépenses de personnel sont exécutées à 421,0 milliards de FCFA pour un objectif de 430,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 97,9%. Ce niveau d'exécution est en hausse de 18,0 milliards de FCFA (4,5%) comparé à celui atteint en 2024 à la même période, qui était de 403,0 milliards de FCFA (92,6%).

1.2.1.3 Dépenses de biens et services

Pour une prévision de 210,0 milliards de FCFA, les biens et services sont ordonnancées à 567,4 milliards de FCFA (270,2%) à fin décembre 2025, contre 205,0 milliards de FCFA (107,9%) à la même période en 2024.

1.2.1.4 Dépenses de transfert

Les dépenses de transferts sont exécutées à 439,2 milliards de FCFA, soit 74,4% des prévisions de l'année. Elles sont en baisse de 131,6 milliards de FCFA (23,1%) par rapport à leur niveau de fin décembre 2024 qui était de 570,8 milliards de FCFA (104,2%).

1.2.1.5 Dépenses d'investissement

Prévues à 417,0 milliards de FCFA, les dépenses d'investissement sont exécutées à 279,3 milliards de FCFA, soit 67,0% de l'objectif annuel. Elles sont en hausse de 14,9 milliards de FCFA comparées aux dépenses réalisées à la même période une année auparavant, qui étaient de 264,4 milliards de FCFA (57,3%).

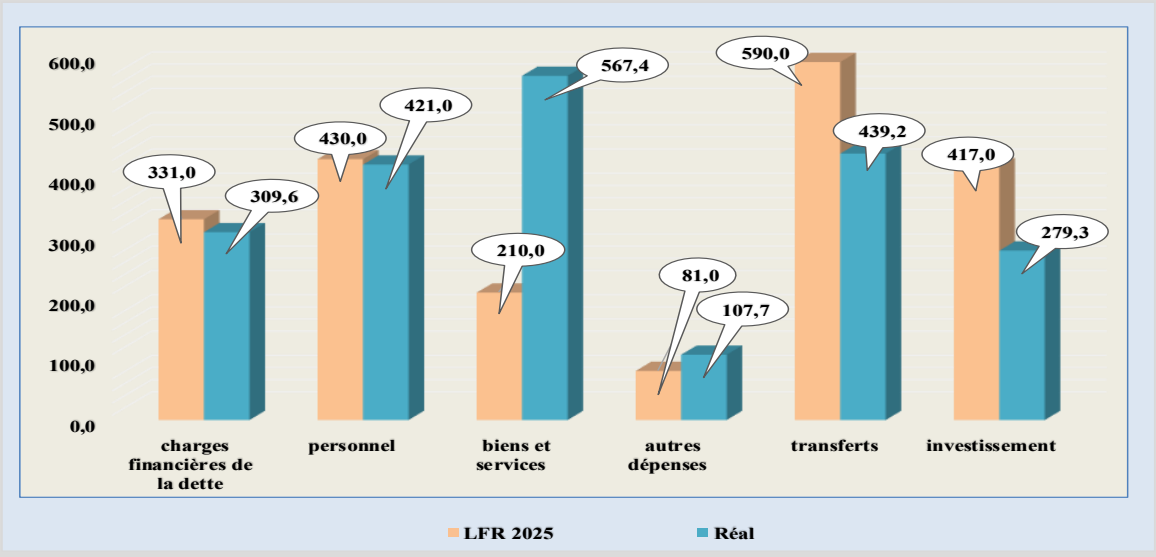
Ces dépenses sont financées à 80,7 milliards de FCFA (37,5%) sur ressources propres et à 198,6 milliards de FCFA (98,3%) sur ressources extérieures, contre respectivement 152,5 milliards de FCFA (71,6%) et 111,9 milliards de FCFA (45,1%), l'année passée, à la même période.

1.2.1.6 Autres dépenses

Pour une prévision de 81,0 milliards de FCFA, les autres dépenses (charges communes) sont mandatées à 107,7 milliards de FCFA (133,0%). Elles sont en hausse de 33,4 milliards de FCFA (45,0%) par rapport au niveau de 2024, à la même période 74,3 milliards de FCFA (110,9%).

Le graphique ci-dessous présente l'exécution par nature de dépenses à fin décembre 2025.

Graphique 3: Exécution par nature de dépenses au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

1.2.2 Dépenses des budgets annexes

Prévues à 8,8 milliards de FCFA, les dépenses des budgets annexes sont mandatées à 0,1 milliard de FCFA (0,9%) contre 1,7 milliard de FCFA (21,8%) exécutées en 2024 et à la même période.

1.2.3 Dépenses des comptes spéciaux du trésor

Au quatrième trimestre, les dépenses des comptes spéciaux du trésor sont exécutées à 88,2 milliards de FCFA pour une prévision de 130,9 milliards de FCFA (67,4%), contre 62,0 milliards de FCFA (45,6%) exécutées une année auparavant et à la même période.

1.3 Exécution des dépenses par programme et dotation

Le budget général réaménagé s'élève à 2 059,0 milliards de FCFA, reparti en cent quarante-huit (148) programmes budgétaires concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques au sein des ministères et vingt et une (21) dotations au profit des institutions et ministères, contre respectivement cent trente-six (136) et vingt et une (21) dans la loi de finances initiale. Ces programmes et dotations sont rattachés aux trente-huit (38) ministères et vingt (20) institutions.

1.3.1 Dépenses par programme

Au 31 décembre 2025, les programmes budgétaires (hors dépenses de personnel) affichent une exécution de 1 365,1 milliards de FCFA représentant 70,8% des prévisions annuelles de 1 928,6 milliards de FCFA.

1.3.2 Dépenses par dotation

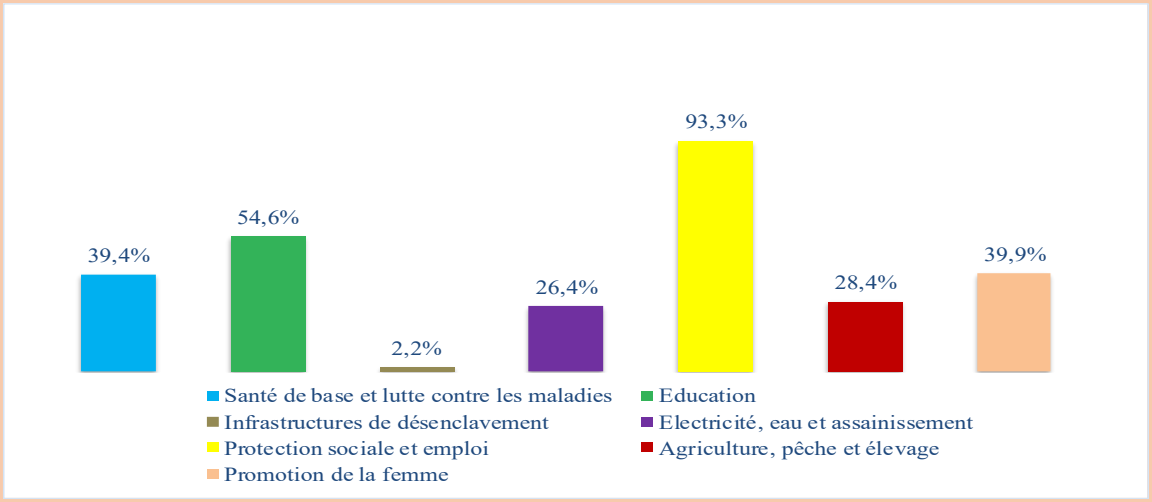
Les dotations budgétaires, quant à elles, regroupant les institutions et la couverture des dépenses accidentelles, s'établissent à 139,6 milliards de FCFA, pour des prévisions annuelles de 130,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 107%.

1.4 Exécution des dépenses sociales

La situation des dépenses sociales au 31 décembre 2025 présente un niveau d'exécution de 2 48,5 milliards de FCFA, pour une enveloppe annuelle de 572,5 milliards de FCFA (43,4%) contre 313,2 milliards de FCFA (55,4%) à la même période de l'année précédente. Ce taux d'exécution est influencé par le secteur de la protection sociale et emploi (93,3%) suivi du secteur de l'éducation (54,6%) et de la santé de base et lutte contre les maladies (39,4%).

Le graphique ci-dessous donne une vue globale de l'exécution des dépenses sociales à fin décembre 2025.

Graphique 4: Exécution des dépenses sociales au 31 décembre 2025



Source: **DGB**

1.4.1 Dépenses sociales par nature

L'exécution des dépenses sociales par nature à fin décembre se présente comme suit :

- ✓ les dépenses de biens et services, pour une prévision de 12,9 milliards de FCFA, ont connu un niveau d'exécution de 11,6 milliards de FCFA (89,9%), contre 11,5 milliards de FCFA (94,0%) au 31 décembre 2024 ;
- ✓ les dépenses de transfert sont exécutées à 195,2 milliards de FCFA (60,7%) contre 217,5 milliards de FCFA (97,5%) une année auparavant ;
- ✓ les dépenses d'investissement présentent un niveau d'exécution de 41,7 milliards de FCFA (17,5%) contre 84,2 milliards de FCFA au 31 décembre 2024.

1.4.2 Dépenses sociales par secteur

Au 31 décembre 2025, le taux d'exécution des dépenses sociales est dominé par celui du secteur de la protection sociale et emploi.

L'exécution de ces dépenses se résume de la manière suivante :

- ***Education***

Pour une enveloppe globale de 161,5 milliards de FCFA, l'exécution au 31 décembre de ce secteur est de 88,2 milliards de FCFA, soit un taux de 54,6%. Ce taux est en régression de 7,9% par rapport à l'année dernière et à la même période, tiré par le programme renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche (79,9%).

- ***Protection sociale et emploi***

Au 31 décembre 2025 les dépenses de ce secteur sont exécutées à 56,2 milliards de FCFA pour une prévision de 60,2 milliards de FCFA (93,3%) contre 47,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2024. Ce niveau est en lien avec le programme prise en charge des personnes vulnérables et des enfants de la rue (110,3%).

- ***Santé de base et lutte contre les maladies***

Prévues pour un montant global de 180,9 milliards de FCFA, les dépenses liées à ce secteur sont exécutées à 71,4 milliards de FCFA (39,5%) contre 124,8 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente. Ce taux est tiré par le programme de lutte contre la tuberculose (177,5%).

- ***Promotion de la femme***

Les dépenses de ce secteur sont mandatées à 2,5 milliards de FCFA pour une enveloppe prévisionnelle de 6,2 milliards de FCFA (39,9%) contre 3,4 milliards de FCFA à fin décembre 2024, au profit du programme question du genre (42,7%).

- ***Agriculture, pêche et élevage***

Pour une prévision de 23,0 milliards de FCFA, les dépenses de ce secteur sont exécutées à 6,5 milliards de FCFA (28,4%) contre 4,5 milliards de FCFA à la même période en 2024. Ce taux découle particulièrement de l'exécution du programme de métayage bovin (47,5%).

- ***Electricité, eau et assainissement***

Les dépenses de ce secteur sont mandatées à 22,4 milliards de FCFA pour une enveloppe prévisionnelle de 84,9 milliards de FCFA (26,4%) contre 29,3 milliards de FCFA en décembre 2024. Ce niveau est principalement influencé par l'exécution du programme assainissement des villes (58,3%).

- ***Infrastructures de désenclavement***

Prévues à 55,7 milliards de FCFA, ces dépenses ont été exécuté à 1,2 milliards de FCFA (2,2%) contre 7,8 millions de FCFA (7,8%). Ce niveau est principalement influencé par l'exécution du programme construction et réfection des infrastructures de désenclavement (routes, ponts) (2,6%)

EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES AU 31 DECEMBRE 2025

La situation détaillée de chaque solde au 31 décembre est décrite comme suit :

2.1 Solde budgétaire global

Au 31 décembre 2025, le solde budgétaire global dons inclus s'est établi à 66,4 milliards de FCFA, pour une prévision de 352,0 milliards de FCFA, correspondant à un taux de 18,9%. Comparé au niveau atteint au 31 décembre 2024 (330,5 milliards de FCFA), ce solde a baissé de 264,1 milliards de FCFA.

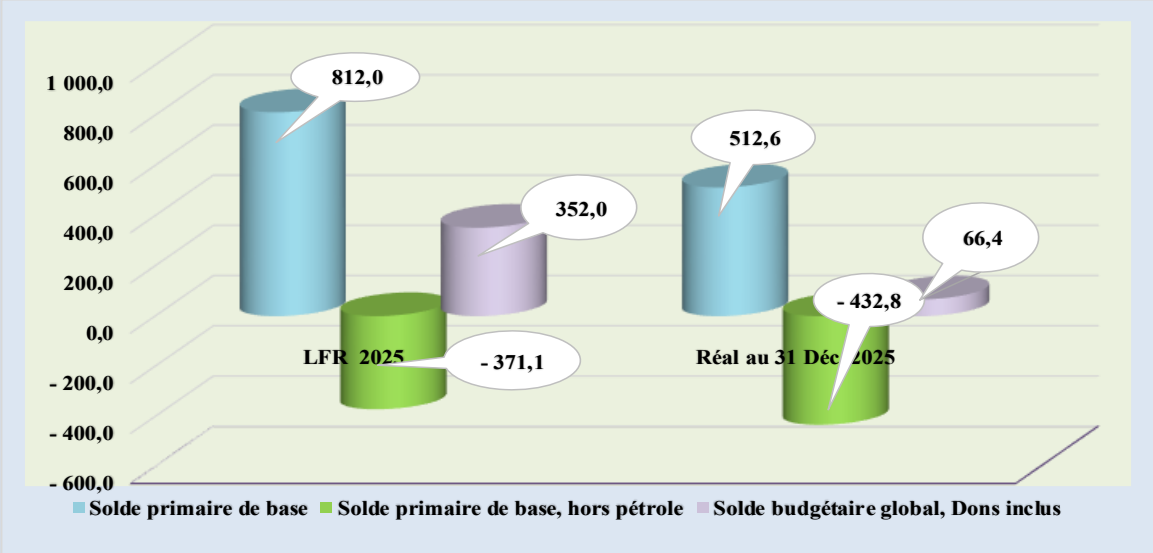
2.2 Solde primaire de base

Pour une prévision de 812,0 milliards de FCFA, le solde primaire de base s'est établi à 512,6 milliards de FCFA à fin décembre 2025, soit 63,1% de l'objectif annuel. Ce solde a connu une diminution de 37,6% par rapport à 2024 et à la même période, dont le niveau s'élevait à 821,7 milliards de FCFA.

2.3 Solde primaire de base hors pétrole

Projeté à – 371,1 milliards de FCFA, le solde primaire de base hors pétrole a atteint le niveau de – 432,8 milliards de FCFA à fin décembre 2025 (116,6%), contre – 286,2 milliards de FCFA atteint en 2024 et à la même période.

Graphique 5: Soldes budgétaires au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA)



Source: **DGB_DEP**

OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT A FIN DECEMBRE

Au 31 décembre 2025, la situation détaillée des principaux postes des opérations de trésorerie et de financement se présente comme suit :

3.1 Situation du financement extérieur

La situation du financement extérieur net se chiffre à 286,5 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de -304,0 milliards de FCFA, contre -370,7 milliards de FCFA l'année passée et à la même période. Cette situation est tirée respectivement par les prêts-projets 136,6 milliards de FCFA, l'Euro bond 449,1 milliards de FCFA et par l'accumulation des arriérées extérieurs 117,8 1 milliards de FCFA.

3.1.1 Tirages

Prévus à 179,0 milliards de FCFA, les tirages effectués s'élèvent à 632,0 milliards de FCFA (353,1%) contre 265,8 milliards de FCFA mobilisés l'année dernière, à la même période.

3.1.2 Amortissement de la dette extérieure

Pour une prévision annuelle de -327,0 milliards de FCFA, la dette extérieure est amortie à fin décembre 2025 à hauteur de 216,6 milliards de FCFA (66,2%), contre 496,1 milliards de FCFA au 31 décembre 2024.

3.2 Situation du financement intérieur

Au 31 décembre 2025, la situation du financement intérieur est ressortie négative à 463,4 milliards de FCFA, pour une prévision annuelle de -48,0 milliards de FCFA, contre – 52,5 milliards de FCFA l'année dernière, à la même période. Cette situation est consécutive au niveau élevé des charges nettes de financement (276,2 milliards de FCFA) comparativement aux émissions de titres publics réalisés sur le marché.

3.2.1 Apport du système bancaire

A fin décembre 2025, la position nette du gouvernement est créditrice du système bancaire de 187,2 milliards de FCFA, contre un débit de 132,7 milliards de FCFA à fin décembre 2024. Cette situation est consécutive à la mobilisation nette de 53,6 milliards de FCFA à la BEAC et 133,6 milliards de FCFA aux banques commerciales.

3.2.2 Titre publics non-résidents

Au 31 décembre, le volume des titres publics (Trésor) levé sur le marché notamment auprès des souscripteurs non-résidents s'est élevé à 959,1 milliards de FCFA, contre 733,8 milliards de

FCFA l'année dernière. Les remboursements des titres publics aux non-résidents sont effectués à hauteur de 1 112 milliards de FCFA, soit une augmentation de 141% par rapport à fin décembre 2024.

3.2.3 Remboursement de la dette intérieure

Pour une prévision annuelle de -155,0 milliards de FCFA, les paiements au titre de la dette intérieure sont réalisés à 85,6 milliards de FCFA (55,2%) contre 91,2 milliards de FCFA en 2024 et à la même période, dont 71,1 milliards de FCFA au titre des arriérés sociaux, 14,2 milliards de FCFA au titre des arriérés commerciaux et 0,3 milliard de FCFA de la situation du 4 mars 2012.

3.3 Solde de financement et de trésorerie

Au 31 décembre, la situation de financement et de trésorerie affiche un excédent de financement de 51,3 milliards de FCFA contre 21,5 milliards de FCFA enregistré l'année passée et à la même période. Cet excédent de financement et de trésorerie résulte de l'accumulation des arriérées à hauteur de 161,7 milliards de FCFA.

Le tableau ci-après présente la situation détaillée des opérations de financement et de trésorerie.

Tableau 5: Situation du financement et de la trésorerie au 31 décembre 2025 (en milliards de FCFA)

	Prév	Réal. fin Déc.	% Réal
IV,- FINANCEMENT	**-352,0**	**-176,9**	**50,3%**
IV.1- EXTERIEUR NET	**-304,0**	**286,5**	**-94,2%**
Tirages	**179,0**	**632,0**	**353,1%**
Prêts projets (ressources extérieures affectées)	129,0	136,6	105,9%
Appuis budgétaires	50,0	46,4	92,8%
Euro bond	0,0	449,1	
Amortissements nets	**-327,0**	**-216,6**	**66,2%**
Amortissement dû	-327,0	-303,6	92,8%
Variations d'arriérés extérieurs	0,0	84,0	
Accumulation d'arriérés extérieurs principal	0,0	117,8	
Réduction d'arriérés extérieurs antérieurs	0,0	-33,9	
Réechelonnements attendus	0,0	0,0	
Annulation	0,0	3,1	
Exim Bank	**-156,0**	**-129,0**	82,7%
IV.2- INTERIEUR NET	**-48,0**	**-463,4**	**965,3%**
Système bancaire	**22,0**	**-187,2**	**-850,7%**
Système bancaire intérieur (net)	**22,0**	**-187,2**	**-850,7%**
BEAC	**-185,0**	**-53,6**	**29,0%**
Contrepartie FMI	26,0	-10,8	-41,5%
FRPC-FEC	0,0	0,8	
Tirages DTS	0,0	-11,6	
Autres	-211,0	-42,8	20,3%
Banques commerciales	**207,0**	**-133,6**	**-64,5%**
Non bancaire	**-70,0**	**-276,2**	394,6%
Titres publics non résidents	0,0	-152,9	
Souscriptions	0,0	959,1	
Remboursements	0,0	-1 112,0	
Emission emprunts obligataires	85,0	0,0	
Remboursement des emprunts obligataires	0,0	-37,7	
Remboursement dette intérieure	-155,0	-85,6	55,2%
Arriérés sociaux	-100,0	-71,1	71,1%
Retraite	-80,0	-66,4	83,0%
Autres arriérés	-20,0	-4,7	23,3%
Arriérés commerciaux	-51,0	-14,2	27,8%
Sinistre du 4 Mars	-4,0	-0,3	8,6%
ECART DE FINANCEMENT GLOBAL	**0,0**	**51,3**	

Source: **CCA_DEP**

ANNEXES

ANNEXE 1 : EXECUTION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2025

NATURE DES RECETTES	PREVISIONS LFR 2025	EXECUTION AU 31 DEC 2025	(%) REAL/PREVLFR
I.1- Recettes budgétaires	**2 550,7**	**2 278,9**	**89,3**
Recettes fiscales	**1 075,3**	**1 026,5**	**95,5**
Impôts et taxes intérieurs	894,3	832,5	93,1
Droits et taxes de douanes	181,0	194,0	107,2
Dons et legs et fonds de concours	**73,0**	**62,0**	**84,9**
Dons ordinaires et legs	73,0	62,0	84,9
Autres recettes	**1 311,7**	**1 125,3**	**85,8**
Redevance forestière	13,2	8,1	61,5
Redevance minière	0,2	0,4	148,8
Recettes de portefeuille	14,8	22,9	155,0
Intérêts de placement	0,0	0,0	
Dividendes	14,8	22,9	155,0
Redevance du domaine de télécommunication	0,0	14,9	
Redevance superficiaire	1,3	0,9	67,6
Redevance sur les transactions électroniques	0,0	2,1	
Autres recettes non fiscales	0,0	2,4	
Amendes et condamnations pécuniaires	2,0	0,0	0,0
Droits et frais administratifs	23,5	19,1	81,3
Vente de gaz	26,6	17,5	65,7
Contribution à la stab. des px des produits pétr	0,0	5,4	
Recettes pétrolières	1 230,1	1 031,6	83,9
Produits de vente des cargaisons	1 220,1	829,8	68,0
Transferts pétroliers	0,0	85,8	
Produits de commercialisation/recettes de parta	0,0	84,9	
Bonus pétrolier	10,0	30,7	306,7
Recettes contributions au fonds de prévisions d	0,0	0,3	
Zone d'unitization	0,0	0,0	
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	
Cotisations sociales	**90,7**	**65,1**	**71,8**
Part patronale au profit de la CRF	*42,0*	*40,4*	96,1
Part patronale au profit de la CNSS	*11,4*	*4,0*	35,0
Part ouvrière au profit de la CRF	*21,0*	*20,2*	96,1
Part ouvrière au profit de la CNSS	*16,3*	*0,5*	*3,3*

Source : DGB

ANNEXE 2 : EXECUTION DES RECETTES DES IMPOTS ET TAXES AU 31 DECEMBRE 2025

NATURE D'IMPÔTS	TOTAL
Impots directs	**461 536 129 155**
Impots sur le revenu des personnes physiq	**175 204 322 817**
Acomptes Traitements et salaires	147 741 102 920
Acomptes Bénéfices industriels, commerci	362 011 627
Acomptes Bénéfices non commerciaux	1 294 948 166
Acompte revenus fonciers	4 492 211 073
Autres impôts sur les revenus	21 314 049 031
Impôts sur les Sociétés	**274 861 744 748**
Acompte impot sur le bénéfice des société	75 079 767 229
Taxe spéciale sur les sociétés	28 927 832 902
Impôt forfaitaire sur les sociétés	77 783 216 710
Impôt sur le revenu des valeurs mobilières	23 213 116 266
Impôt forfaitaire sur le revenu des valeurs	16 802 018 649
Autres impôts sur les sociétés	53 055 792 992
Impôts sur les salaires versés et autres rém	8 425 070 560
Taxe unique sur les salaires	**8 425 070 560**
Impôts sur le patrimoine	**435 369 557**
Immatriculation	67 681 412
Inscription	136 047 069
Transcriptions	172 706 023
Radiation	49 475 949
Renouvellement hypothécaire	267 190
Autres mutations et conventions	9 191 914
Autres impôts directs	**2 609 621 473**
Impots global forfaitaire	1 220 905 887
CAMU	1 388 715 586
Impôts indirects	**370 953 969 951**
Impots et taxes intérieurs sur les biens et s	**356 174 571 693**
TVA nette	291 513 553 363
TVA intérieure	142 315 239 913
TVA douane	98 376 591 403
TVA PED	50 821 722 047
Droits d'Accises	33 193 769 871
Taxe spécifique sur les boissons et le tabac	0
Taxe sur les transferts des fonds	14 767 399 195
Taxe sur le trafic des communications élec	8 027 382 639
Taxe spécifique sur les jeux de hasard et d	627 795 991
Taxe sur abonnements et	2 305 998 129
Taxe sur les contrats d'assurance	4 098 217 841
Taxe sur les billets d'avions V.I.	674 213 000
Taxe sur les appareils électroniques	15 233 334
Redevance audiovisuelle et d'électrificatio	951 008 330
Autres impôts et taxes indirects	0
Droits d'enregistrement et de timbre	**14 779 398 258**
Droits d'enregistrement	13 123 592 190
Droit de timbre sur titres de transports aér	729 504 952
Droit de Timbres sur les véhicules automob	286 697 238
Timbre électronique fiscal	639 603 878
TOTAL IMPÔTS ET TAXES INTERIEURS	**832 490 099 106**

Source : DEP/DGID

ANNEXE 3 : EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2025

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS LFR 2025	EXECUTION AU 31 DEC 2025	(%) REAL/PREVLFR
I.2- Dépenses budgétaires	**2 198,7**	**2 212,4**	**100,6**
I.2.1- Dépenses courantes	**1 642,0**	**1 844,9**	**112,4**
Personnel	430,0	421,0	97,9
Autres dépenses courantes	***1 212,0***	***1 423,9***	**117,5**
dont dépenses sociales	*334,3*	*206,9*	61,9
Biens et services	210,0	567,4	270,2
dont dépenses sociales	12,9	11,6	90,3
Autres dépenses	81,0	107,7	133,0
Transferts	590,0	439,2	74,4
Transfert traditionnels	521,0	302,1	58,0
dont transfert sociaux	321,4	*195,2*	60,7
Transfert secteur pétrolier	47,0	85,8	182,7
Taxe maritime	*0,0*	0,1	
Yanga-Sendji	*0,0*	8,9	
Fonctionnement CEC	*0,0*	76,5	
Transfert CORAF	*0,0*	0,0	
Autres transferts	*0,0*	0,4	
Contribution transp.en commun	*0,0*	0,0	
Elections	*22,0*	22,0	100,0
Collectivités locales	*0,0*	15,8	
Contribution à la stab. des px des pro	*0,0*	13,4	
Charges financières de la dette	331,0	309,6	93,5
Intérêts dette intérieure	261,5	231,4	88,5
Intérêts dette extérieure	69,5	78,2	112,6
I.2.2- Investissement	**417,0**	**279,3**	**67,0**
sur ressources internes	*215,0*	80,7	*37,5*
dont dépenses sociales	*112,4*	14,5	*12,9*
sur ressources externes	*202,0*	198,6	*98,3*
dont dépenses sociales	*125,8*	27,2	*21,6*
I.2.3- Budgets annexes et comptes spéciaux du trésor	**139,7**	**88,2**	**63,2**
Budgets annexes	*8,8*	*0,1*	*0,9*
Comptes spéciaux	*130,9*	*88,2*	*67,3*

Source : DGB

ANNEXE 4 : EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME AU 31 DECEMBRE 2025

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS REAJUSTEES 2025 CP	EXECUTION AU 31 DECEMBRE 2025	% D'EXEC
Code 21	**Primature**	**18 261 296 798**	**10 721 908 050**	**58,7**
001	Pilotage de la politique de la Primature	6 345 725 564	1 076 109 569	17,0
002	Stratégie Gouvernementale	7 947 981 369	8 079 613 775	101,7
003	Interventions spécifiques	3 967 589 865	1 566 184 706	39,5
Code 22	**Défense nationale**	**119 154 417 825**	**354 771 906 506**	**297,7**
023	Pilotage de la politique du ministère	65 465 681 917	347 055 344 539	530,1
024	Défense du territoire et consolidation de la paix	35 749 952 191	2 661 952 591	7,4
025	Equipement et infrastructures militaires	13 660 245 234	4 568 260 914	33,4
026	Stratégie, recherche et justice militaire	4 278 538 483	486 348 462	11,4
Code 23	**Intérieur et décentralisation**	**153 827 239 963**	**149 348 112 518**	**97,1**
027	Pilotage de la politique du ministère	65 868 142 221	121 549 485 353	184,5
028	Administration du territoire	7 174 022 901	814 150 999	11,3
029	Décentralisation	47 309 927 355	21 121 962 083	44,6
030	Ordre public et sûreté nationale	20 771 320 731	3 004 886 477	14,5
031	Prévention et gestion des risques et catastrophes	2 634 315 825	396 750 000	15,1
032	Gendarmerie nationale	10 069 510 930	2 460 877 606	24,4
Code 24	**Justice, des droits humains et promotion des peuples autochtones**	**35 998 898 819**	**5 777 751 461**	**16,0**
063	Pilotage de la politique du ministère	7 440 971 160	2 536 100 000	34,1
064	Justice judiciaire	20 146 153 419	998 334 811	5,0
065	Administration pénitentiaire	5 786 221 245	1 522 130 150	26,3
066	Droits humains	1 373 983 325	332 650 000	24,2
067	Promotion des peuples autochtones	1 251 569 670	388 536 500	31,0
Code 26	**Communication et médias, porte-parole du Gouvernement**	**22 562 805 801**	**4 220 707 687**	**18,7**
054	Pilotage de la politique du ministère	5 063 413 183	3 169 185 372	62,6
055	Audiovisuel national	14 553 152 569	634 588 315	4,4
056	Presse écrite et communication institutionnelle	2 946 240 049	416 934 000	14,2
Code 27	**Affaires foncières et domaine public chargé des relations avec le Parlement**	**7 759 882 600**	**4 497 415 945**	**58,0**
015	Pilotage de la politique du ministère	1 785 669 819	1 222 285 447	68,4
016	Accès au foncier	4 373 487 221	2 561 569 500	58,6
017	Domaine de l'Etat	1 600 725 560	713 560 998	44,6
Code 30	**Construction, urbanisme et Habitat**	**9 478 758 627**	**1 563 698 864**	**16,5**
074	Pilotage de la politique du ministère	1 341 267 102	621 542 350	46,3
075	Maîtrise d'ouvrage déléguée et construction	6 824 024 525	542 977 514	8,0
076	Urbanisme et habitat	1 313 467 000	399 179 000	30,4
Code 32	**Affaires sociales, solidarité et action humanitaire**	**36 640 992 134**	**15 600 887 028**	**42,6**
127	Pilotage de la politique du ministère	19 808 285 783	13 991 561 193	70,6
128	Action sociale	14 880 021 586	1 442 248 485	9,7
129	Action humanitaire	1 952 684 765	167 077 350	8,6
Code 37	**Commerce, approvisionnements et consommation**	**5 492 435 986**	**1 798 219 410**	**32,7**
008	Pilotage de la politique du ministère	1 935 854 183	1 372 443 410	70,9
009	Commerce intérieur et approvisionnement du marché	1 760 975 865	115 000 000	6,5
010	Commerce extérieur	450 892 120	182 000 000	40,4
011	Régulation du marché et contrôle qualité	1 344 713 818	128 776 000	9,6
Code 38	**Petites et moyennes entreprises, artisanat**	**6 738 063 187**	**3 202 501 302**	**47,5**
102	Pilotage de la politique du ministère	3 085 951 584	1 166 734 500	37,8
103	Développement des petites et moyennes entreprises	2 356 313 034	1 605 966 802	68,2
104	Développement de l'artisanat	1 295 798 569	429 800 000	33,2
Code 41	**Energie et Hydraulique**	**58 222 767 449**	**6 729 294 903**	**11,6**
090	Pilotage de la politique du ministère	2 825 493 906	856 768 572	30,3
091	Approvisionnement énergétique	21 121 403 457	3 251 372 099	15,4
141	Approvisionnement en eau	34 275 870 086	2 621 154 232	7,6

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS REAJUSTEES 2025 CP	EXECUTION AU 31 DECEMBRE 2025	% D'EXEC
Code 42	**Hydrocarbures**	**53 817 283 860**	**103 675 393 506**	**192,6**
049	Pilotage de la politique du ministère	51 972 741 591	102 590 840 318	197,4
050	Gestion de l'amont pétrolier	251 110 853	166 000 000	66,1
051	Gestion de l'aval pétrolier	1 039 628 347	512 631 688	49,3
052	Valorisation du gaz naturel	233 600 989	166 200 000	71,1
053	Economie, trading et audits pétroliers	320 202 080	239 721 500	74,9
Code 44	**Transports, aviation civile et marine marchande**	**19 066 515 660**	**2 504 237 376**	**13,1**
060	Pilotage de la politique du ministère	2 248 598 355	1 615 311 036	71,8
061	Transports terrestre et aérien	14 051 953 543	690 926 340	4,9
062	Transport maritime	2 765 963 762	198 000 000	7,2
Code 45	**Postes, télécommunications et économie numérique**	**24 078 665 787**	**3 630 627 582**	**15,1**
117	Pilotage de la politique du ministère	730 628 780	472 102 000	64,6
118	Poste, télécommunication et économie numérique	23 348 037 007	3 158 525 582	13,5
Code 46	**Agriculture, élevage et pêche**	**31 017 810 144**	**6 038 195 063**	**19,5**
040	Pilotage de la politique du ministère	6 649 746 294	2 033 169 092	30,6
041	Production végétale	19 602 320 793	3 265 722 691	16,7
042	Production animale	2 839 922 307	360 014 280	12,7
043	Pêche et aquaculture durable	1 925 820 750	379 289 000	19,7
Code 47	**Economie forestière**	**18 620 494 416**	**2 263 000 195**	**12,2**
081	Pilotage de la politique du ministère	4 670 319 519	576 245 895	12,3
082	Economie Forestière	13 950 174 897	1 686 754 300	12,1
Code 51	**Enseignement supérieur**	**88 080 280 510**	**44 154 918 814**	**50,1**
105	Pilotage de la politique du ministère	3 618 879 250	1 583 438 558	43,8
106	Développement de l'enseignent supérieur	61 472 520 682	41 421 699 148	67,4
107	Vie de l'étudiant	22 988 880 578	1 149 781 108	5,0
Code 54	**Recherche scientifique et innovation technologique**	**6 968 479 231**	**3 590 746 209**	**51,5**
142	Pilotage de la politique du ministère	1 170 631 980	842 969 263	72,0
108	Recherche scientifique	4 803 241 275	2 617 921 950	54,5
109	Innovation technologique	994 605 976	129 854 996	13,1
Code 56	**Promotion de la femme, intégration de la femme au développement et économie informelle**	**8 485 811 786**	**4 360 372 039**	**51,4**
119	Pilotage de la politique du ministère	2 992 686 841	1 763 124 494	58,9
120	Promotion de la femme congolaise	2 709 314 224	815 438 465	30,1
121	Intégration de la femme au développement économique	2 037 543 262	1 143 312 080	56,1
122	Economie informelle	746 267 459	638 497 000	85,6
Code 57	**Fonction publique, travail et sécurité sociale**	**35 330 321 072**	**7 153 075 878**	**20,2**
004	Pilotage de la politique du ministère	10 882 594 782	6 110 852 135	56,2
005	Gestion des ressources humaines de l'Etat	18 282 205 735	664 320 000	3,6
006	Conditions de travail	3 177 532 420	153 971 000	4,8
007	Protection sociale	2 987 988 135	223 932 743	7,5
Code 58	**Santé et population**	**211 611 090 409**	**56 108 611 004**	**26,5**
083	Pilotage de la politique du ministère	37 188 823 158	5 004 048 053	13,5
084	Offre des soins	60 222 903 624	1 464 825 673	2,4
085	Accès aux soins	104 273 929 133	49 134 825 759	47,1
086	Population-santé	9 925 434 494	504 911 519	5,1
Code 63	**Coopération internationale et promotion du partenariat public-privé**	**9 747 753 142**	**5 082 145 732**	**52,1**
087	Pilotage de la politique du ministère	9 692 553 142	5 027 145 732	51,9
088	Coopération internationale	30 200 000	30 000 000	99,3
089	Partenariat Public-Privé	25 000 000	25 000 000	100,0
Code 64	**Contrôle de l'Etat, qualité du service public et lutte contre les anti-valeurs**	**3 106 637 930**	**2 485 606 707**	**80,0**
033	Pilotage de la politique du ministère	1 568 180 972	1 407 491 577	89,8
034	Contrôle d'Etat	754 675 711	452 777 030	60,0
035	Qualité du service public	386 564 380	237 700 000	61,5
036	Lutte contre les antivaleurs	397 216 867	387 638 100	97,6
Code 66	**Industries minières et géologie**	**5 677 835 383**	**3 068 170 668**	**54,0**
012	Pilotage de la politique du ministère	1 737 967 971	769 769 130	44,3
013	Ressources minérales	2 634 387 021	2 077 228 538	78,9
014	Ressources minières	1 305 480 391	221 173 000	16,9
Code 69	**Affaires étrangères, francophonie et Congolais de l'étranger**	**41 368 947 843**	**16 127 048 967**	**39,0**
037	Pilotage de la politique du ministère	6 158 113 703	4 990 499 944	81,0
038	Réseau diplomatique	35 128 616 756	11 066 162 023	31,5
039	Affaires consulaires	82 217 384	70 387 000	85,6

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS REAJUSTEES 2025 CP	EXECUTION AU 31 DECEMBRE 2025	% D'EXEC
Code 70	**Finances, Budget et portefeuille public**	**483 542 044 179**	**398 308 188 500**	**82,4**
044	Pilotage de la politique du ministère	28 528 794 673	32 490 792 196	113,9
046	Relations monétaires et financières	5 693 548 189	202 125 000	3,6
047	Mobilisation des recettes budgétaires	20 310 505 123	3 413 050 111	16,8
048	Gestion de la trésorerie et de la dette	349 007 641 432	310 886 566 808	89,1
124	Budget et contrôle budgétaire	77 756 106 129	50 081 025 385	64,4
125	Comptabilité publique	468 500 000	465 549 000	99,4
126	Portefeuille public	1 353 527 417	499 080 000	36,9
139	Développemenr du secteur financier	423 421 216	270 000 000	63,8
Code 71	**Zones économiques spéciales et diversification économique**	**2 272 660 852**	**1 767 932 220**	**77,8**
057	Pilotage de la politique du ministère	836 332 126	607 100 000	72,6
058	Développement des zones économiques spéciales	1 314 510 762	1 061 201 720	80,7
059	Diversification économique	121 817 964	99 630 500	81,8
Code 73	**Environnement, développement durable et bassin du Congo**	**4 270 170 876**	**3 020 496 154**	**70,7**
077	Pilotage de la politique du ministère	2 364 518 601	1 891 775 500	80,0
078	Développement durable	323 863 182	165 159 804	51,0
079	Environnement	1 302 092 575	683 400 000	52,5
080	Bassin du Congo	279 696 518	280 160 850	100,2
Code 74	**Jeunesse et sports, éducation civique, formation qualifiante et emploi**	**29 475 065 447**	**10 670 052 771**	**36,2**
093	Pilotage de la politique du ministère	7 562 434 930	2 920 001 154	38,6
094	Encadrement de la jeunesse	3 945 076 346	974 707 140	24,7
095	Education civique	646 175 480	135 103 000	20,9
096	Développement du sport	8 228 884 676	5 657 253 477	68,7
097	Education physique	5 469 413 130	762 076 000	13,9
098	Formation qualifiante et emploi	3 623 080 885	220 912 000	6,1
Code 75	**Développement industriel et promotion du secteur privé**	**7 163 620 558**	**4 283 770 030**	**59,8**
099	Pilotage de la politique du ministère	4 005 176 598	3 050 560 030	76,2
100	Développement des industries	1 882 534 815	524 365 000	27,9
101	Promotion du secteur privé	1 275 909 145	708 845 000	55,6
Code 76	**Enseignement supérieur, recherche scientifique et innovation technologique**	**4 070 542 798**	**2 452 112 646**	**60,2**
106	Développement de l'enseignent supérieur	4 070 542 798	2 452 112 646	60,2
Code 77	**Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et alphabétisation**	**137 811 871 792**	**30 053 992 601**	**21,8**
110	Pilotage de la politique du ministère	62 782 919 871	26 357 910 725	42,0
111	Education de base	32 605 859 471	1 845 389 318	5,7
112	Enseignement secondaire	39 516 939 139	1 546 260 831	3,9
113	Alphabétisation	2 906 153 311	304 431 727	10,5
Code 78	**Enseignement technique et professionnel**	**60 353 139 071**	**21 052 375 924**	**34,9**
114	Pilotage de la politique du ministère	29 118 407 206	20 180 855 484	69,3
115	Enseignement technique	14 575 468 697	238 337 980	1,6
116	Enseignement professionnel	16 659 263 168	633 182 460	3,8
Code 80	**Délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme de l'Etat**	**4 480 473 560**	**1 720 090 000**	**38,4**
135	Pilotage de la politique du ministère	1 630 820 635	1 041 835 000	63,9
136	Réforme de l'Etat	2 849 652 925	678 255 000	23,8
Code 81	**Budget, comptes publics et portefeuille public**	**2 289 026 534**	**1 158 491 374**	**50,6**
124	Budget et contrôle budgétaire	2 207 526 534	1 158 491 374	52,5
125	Comptabilité publique	81 500 000	0	0,0
Code 82	**Economie et finances**	**327 470 924**	**270 308 750**	**82,5**
044	Pilotage de la politique du ministère	327 470 924	270 308 750	82,5
Code 83	**Industrie culturelle, touristique, artistique et loisirs**	**13 337 803 155**	**4 464 190 800**	**33,5**
130	Pilotage de la politique du ministère	4 185 940 927	3 750 881 800	89,6
131	Arts et lettres	3 214 622 676	302 844 000	9,4
132	Patrimoine culturel	1 769 565 949	96 500 000	5,5
133	Tourisme	3 928 949 482	182 450 000	4,6
134	Loisirs	238 724 121	131 515 000	55,1

Source : DGB

(Hors dépenses du personnel)

CODE	LIBELLE	PREVISIONS REAJUSTEES 2025 CP	EXECUTION AU 31 DECEMBRE 2025	% D'EXEC
Code 84	**Intérieur, décentralisation et développement local**	**1 977 650 155**	**1 374 250 155**	**69,5**
027	Pilotage de la politique du ministère	1 295 000 000	845 000 000	65,3
028	Administration du territoire	153 400 000	0	0,0
030	Ordre public et sûreté nationale	308 377 128	308 377 128	100,0
031	Prévention et gestion des risques et catastrophes	98 400 000	98 400 000	100,0
032	Gendarmerie nationale	122 473 027	122 473 027	100,0
Code 86	**Economie fluviale et voies navigables**	**11 323 865 707**	**1 591 363 268**	**14,1**
071	Pilotage de la politique du ministère	595 000 000	582 245 100	97,9
072	Transport fluvial	2 669 865 707	336 116 168	12,6
073	Economie et entretien du réseau de navigation	8 059 000 000	673 002 000	8,4
Code 87	**Aménagement du territoire et des grands travaux**	**85 239 152 958**	**40 746 256 672**	**47,8**
018	Pilotage de la politique du ministère	3 467 287 185	2 051 886 537	59,2
019	Aménagement du territoire	6 849 480 543	1 567 315 400	22,9
020	Projets structurants	69 385 000 000	30 664 979 787	44,2
022	Infrastructures	5 537 385 230	6 462 074 948	116,7
Code 88	**Economie, Plan et intégration régionale**	**35 572 166 123**	**10 435 982 369**	**29,3**
068	Pilotage de la politique du ministère	20 585 559 818	2 254 240 093	11,0
069	Planification et programmation du développement	10 980 128 981	6 328 858 776	57,6
070	Intégration régionale	1 298 299 447	765 362 500	59,0
140	Développement de l'économie	2 708 177 877	1 087 521 000	40,2
Code 89	**Assainissement urbain, développement local et entretien routier**	**13 960 868 963**	**13 249 622 815**	**94,9**
143	Pilotage de la politique du ministère	1 121 000 000	846 552 000	75,5
144	Entretien routier et assainissement urbain	12 569 492 984	12 179 778 392	96,9
145	Développement local	270 375 979	223 292 423	82,6
	TOTAL	**1 928 583 080 014**	**1 365 094 030 463**	**70,8**

Source : DGB

ANNEXE 5 : EXECUTION DES DEPENSES PAR DOTATION AU 31 DECEMBRE 2025

DOTATION AU PROFIT DES INSTITUTIONS (Hors dépenses du personnel)				
CODE	DOTATIONS DES INSTITUTIONS	PREVISIONS REAJUSTEES 2025 CP	EXECUTION AU 31 DECEMBRE 2025	% D'EXEC
901	Dotation Présidence de la République	47 482 769 986	32 724 546 985	68,9
902	Dotation Assemblée Nationale	22 137 050 000	15 644 750 000	70,7
903	Dotation Sénat	12 280 000 000	8 700 000 000	70,8
904	Dotation Cour supreme	1 600 000 000	1 200 000 000	75,0
905	Dotation Cour des comptes et de discipline budgétaire	2 500 000 000	1 875 000 000	75,0
906	Dotation Cour constitutionnelle	1 150 000 000	810 000 000	70,4
907	Dotation Haute Cour de justice	200 000 000	140 000 000	70,0
908	Dotation Conseil économique, social et environnementa	1 385 000 000	1 188 921 500	85,8
909	Dotation Conseil supérieur de la magistrature	600 000 000	420 000 000	70,0
910	Dotation Médiateur de la République	350 000 000	245 869 600	70,2
911	Dotation Conseil supérieur de la liberté de communicati	1 017 100 000	760 000 000	74,7
912	Dotation Commission nationale des droits de l'homme	2 065 000 000	1 546 668 221	74,9
913	Dotation Conseil national du dialogue	100 000 000	70 000 000	70,0
914	Dotation Conseil consultatif des sages et des notabilités	100 000 000	70 000 000	70,0
915	Dotation Conseil des femmes	100 000 000	70 000 000	70,0
916	Dotation Conseil consultatif des personnes vivant avec	150 000 000	105 000 000	70,0
917	Dotation Consultatif de la jeunesse	100 000 000	75 000 000	75,0
918	Dotation Consultatif de la société civile et des ONG	100 000 000	75 000 000	75,0
919	Dotation Haute autorité de lutte contre la corruption	5 000 000 000	3 500 000 000	70,0
920	Dotation Commission nationale de transparence et de r	2 000 000 000	1 500 000 000	75,0
	TOTAL	**100 416 919 986**	**70 720 756 306**	**70,4**

Source : DGB

DOTATION AU PROFIT DES MINISTERES (Hors dépenses du personnel)				
CODE	DOTATIONS DES INSTITUTIONS	PREVISIONS REAJUSTEES 2025 CP	EXECUTION AU 31 DECEMBRE 2025	% D'EXEC
921	Dotation pour dépenses accidentelles	30 000 000 000	68 885 782 108	229,6
	TOTAL	**30 000 000 000**	**68 885 782 108**	**229,6**

Source : DGB

ANNEXE 6 : EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES PAR SECTEUR AU 31 DECEMBRE 2025

DESIGNATION	Prévisions 2025	Exécution au 31 Déc. 2025	% D'EXECUTION
Santé de base et lutte contre les maladies	**180 914 291 674**	**71 363 865 737**	**39,4**
-Programme d'acquisition et de gestion des médicaments essentiels et génériques, bilan biologique et réactifs	7 047 410 088	2 076 422 491	29,5
-Programme de la gratuité des médicaments de lutte contre le sida ,bilan biologique et réactif	15 382 108 309	9 804 016 991	63,7
-Campagne d'éducation et vulgarisation contre le SIDA	241 487 988	263 645 210	109,2
- Programme de lutte contre le paludisme et les autres maladies	11 678 367 780	1 774 107 777	15,2
- Programme de vaccination élargie	11 516 602 736	3 013 776 985	26,2
- Riposte aux épidemies	6 401 382 961	4 753 217 866	74,3
- Programme de gratuité de la césarienne	2 262 369 123	73 500 000	3,2
- Programme de lutte contre la tuberculose	414 538 419	735 776 119	177,5
- Programme de lutte contre les maladies non transmissibles, à savoir la trypanosomiase, l'onchocercose…	751 779 495	646 930 113	86,1
- Revitalisation des districts sanitaires par l'achat des équipements médico – techniques et fonctionnement des hôpitaux et centres de santé	84 401 244 774	47 204 472 185	55,9
- Construction et réhabilitation des hôpitaux généraux et de base ainsi que des centres de santé dans les villes et les centres ruraux	35 250 000 000	0	0,0
- Santé de la femme et de l'adolescente	5 567 000 000	1 018 000 000	18,3
Education	**161 559 813 306**	**88 246 480 660**	**54,6**
- Construction et réfection des bâtiments scolaires	15 801 000 000	2 119 331 480	13,4
- Programme de gratuité des fournitures scolaires, des manuels scolaires et des frais de scolarité ainsi que du matériel didactique au niveau des établissements primaires et secondaire, d'enseignement général, technique et professionnel	23 708 629 359	15 482 742 757	65,3
- Programme des cantines scolaires	2 848 524 184	0	0,0
-Renforcement des capacités du système éducatif et de la recherche	80 787 279 864	64 545 406 424	79,9
-Bourses, aides scolaires et universitaires	26 914 379 898	6 099 000 000	22,7
Construction, réhabilitation des infrastructures et équipements universitaires, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique	11 500 000 000	0	0,0
Infrastructures de désenclavement	**55 719 000 000**	**1 200 000 000**	**2,2**
- Construction et réfection des pistes rurales et agricoles à travers le Programme de Développement de l'Agriculture Commerciale (PDAC)	0	0	
- Entretien des rivières , dragage et balisage	9 500 000 000	0	0,0
- Projets communautaires et revitalisation du tissu villageois	250 000 000	0	0,0
- Construction et réfection des infrastructures de désenclavement (routes, ponts, …	45 969 000 000	1 200 000 000	2,6
Electricité, eau et assainissement	**84 895 702 968**	**22 454 818 270**	**26,4**
- Programme « eau pour tous » afin de poursuivre l'opération d'adduction d'eau potable dans les centres urbains et ruraux	29 930 281 162	1 656 792 664	5,5
- Construction d'ouvrages électriques pour l'accès des populations à l'énergie	23 861 930 610	2 663 812 441	11,2
- Assainissement des villes avec comme corollaire, le curage des caniveaux et la destruction des gites larvaires	31 103 491 197	18 134 213 166	58,3
Protection sociale et emploi	**60 230 424 851**	**56 212 539 811**	**93,3**
- Actions caritatives et les aides sociales	747 150 655	812 929 516	108,8
- Insertion et réinsertion sociale et économique des handicapés et des minorités	575 925 168	215 971 938	37,5
- Prise en charge des personnes vulnérables et des enfants de la rue	31 494 362 518	34 745 954 810	110,3
.Programme national des filets sociaux	12 000 000 000	8 400 000 000	70,0
- Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des jeunes en général et particulièrement des jeunes désœuvrés	3 266 594 836	1 401 098 064	42,9
- Mise en œuvre de l'assurance-maladie universelle.	24 146 391 673	19 036 585 483	78,8
Agriculture, pêche et élevage	**22 968 750 560**	**6 528 499 461**	**28,4**
- Programme d'encadrement des maraîchers dans les centres urbains et ruraux	16 474 000 000	4 458 000 000	27,1
- Programme de distribution des semences améliorées	690 278 482	230 371 540	33,4
- Programme de vulgarisation et de démonstration des techniques agricoles	3 507 995 196	1 123 126 649	32,0
- Programme de démonstration des techniques de l'élevage	2 166 164 420	655 138 719	30,2
- Programme de métayage bovin	130 312 462	61 862 553	47,5
Promotion de la femme	**6 235 790 824**	**2 490 148 024**	**39,9**
- Question du genre	4 089 234 479	1 745 689 395	42,7
- Auto emploi et formation aux petits métiers à travers les activités génératrices de revenus au profit des femmes et des jeunes filles mères	2 146 556 345	744 458 630	34,7
TOTAL	**572 523 774 183**	**248 496 351 963**	**43,4**

Source : DGB

ANNEXE 7 : SITUATION DES SOLDES DU BUDGET DE L'ETAT AU 31 DECEMBRE 2025

SOLDES BUDGETAIRES	PREVISIONS LFR 2025	EXECUTION AU 31 DEC 2025	(%) REAL/PREV LFR
Solde primaire	**683,0**	**376,0**	**55,1**
Solde primaire hors pétrole	**-500,1**	**-569,4**	**113,9**
Solde primaire de base	**812,0**	**512,6**	**63,1**
Solde primaire de base, hors pétrole	**-371,1**	**-432,8**	**116,6**
Solde budgétaire global, dons inclus	**352,0**	**66,4**	**18,9**
Solde budgétaire global, dons exclus	**279,0**	**4,5**	**1,6**
Solde budgétaire global, hors pétrole	**-831,1**	**-879,0**	**105,8**
VARIATION NETTE DES ARRIERES	**0,0**	**161,7**	
- Variation des arriérés extérieurs	**0,0**	**0,0**	
- Accumulation d'arriérés extérieurs	0,0	0,0	
-Réduction d'arriérés extérieurs	0,0	0,0	
-Réduction d'arriérés extérieurs(2019)	0,0	0,0	
- Variation des arriérés intérieurs	**0,0**	**161,7**	
- Accumulation d'inst. de paiement	0,0	393,0	
-Réduction des inst. de paiement	0,0	-218,4	
-Réduction d'arriérés intérieurs(année ant.)		-12,9	
SOLDE BASE CAISSE	**352,0**	**228,1**	**64,8**

Source : DGB